

# Premier Rapport Annuel

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

1984-85



Disponible à l'adresse suivante:  
C.P. 3425  
Succursale "D"  
Ottawa, Ontario, Canada  
K1P 6L4

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1985  
No. de catalogue OC 291-1/1985  
ISBN 0-662-53902-8



## TABLE DES MATIÈRES

Lettre d'accompagnement	01
Les membres du Conseil d'administration de l'Institut	03
La création de l'Institut	07
La création des programmes	08
Le rapport du Vérificateur général	11



CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY  
INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

le 31 juillet 1985

Le Très Honorable Joe Clark, C.P., Député  
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures  
Ottawa (Ontario)

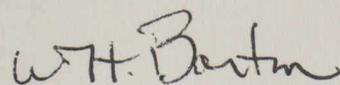
Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le premier  
rapport annuel de l'Institut canadien pour la paix et  
la sécurité mondiales pour l'exercice qui prit fin le  
31 mars 1985.

Ce rapport est accompagné du rapport du  
Vérificateur général sur les comptes et les états  
financiers de l'Institut.

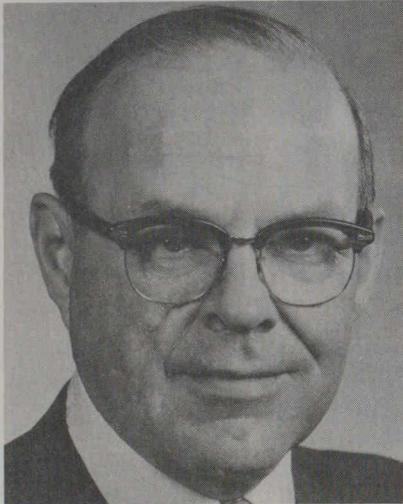
Veuillez agréer, Monsieur le Ministre,  
l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

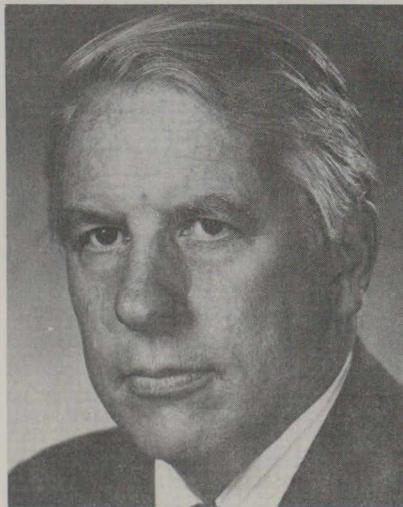


William H. Barton





**William H. Barton**  
Président du Conseil,  
Institut canadien pour la paix  
et la sécurité mondiales;  
Directeur de l'Association  
canadienne des Nations Unies;  
Membre du Comité consultatif sur  
le statut de réfugié;  
Président du Conseil d'administration  
de l'Institut de formation et de  
recherche des Nations Unies



**Geoffrey A.H. Pearson**  
Administrateur délégué  
Institut canadien pour la paix et  
la sécurité mondiales;  
Ancien Ambassadeur en URSS;  
Ancien conseiller sur la limitation  
des armements et le désarmement  
auprès du Ministère des Affaires extérieures

---



**Norman Alcock**  
Président du Mouvement  
canadien pour une  
fédération mondiale;  
Fondateur du Canadian  
Peace Research Institute



**George Bell**  
Président du Cana-  
dian Institute for  
Strategic Studies;  
Vice-président,  
External Relations  
and University  
Development,  
Université York;  
ancien général de  
brigade des Forces  
armées canadiennes



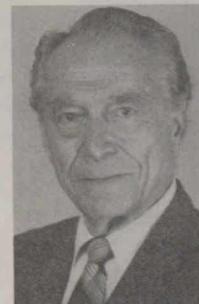
**W. Harriet Critchley**  
Professeur associé de sciences  
politiques et directeur du  
Strategic Studies Program et  
du Northern Political Studies  
Program, Université de  
Calgary; Membre du Comité  
de direction du Canadian  
Military Colleges Advisory  
Board; Membre du Conseil  
d'administration du Conseil  
Atlantique du Canada



**Paul Desmarais**  
Président, Directeur  
général, Power  
Corporation du  
Canada



**Gwynne Dyer**  
Journaliste d'agence;  
Spécialiste des affaires inter-  
nationales et historien  
militaire



**William Epstein**  
Membre supérieur  
spécial de l'Institut  
de formation et de  
recherche des  
Nations Unies;  
Président du  
Canadian Pugwash  
Group; Ancien  
directeur de la  
Division des Nations  
Unies sur le  
désarmement



**Margaret Fulton**  
Présidente de l'Univer-  
sité Mount St. Vincent,  
Halifax; Directrice de  
l'Institut Nord-Sud;  
Ancienne présidente du  
Groupe de travail  
fédéral sur la micro-  
électronique et l'emploi

---



**Albert Legault**  
Professeur de sciences politiques, Université Laval;  
Ancien directeur général du Centre québécois de relations internationales



**Joanna Miller**  
Directrice de Project Ploughshares; Directrice de la Gladys and Merrill Muttart Foundation; Ancienne présidente d'UNICEF Canada



**Dennis McDermott**  
Président du Congrès du travail du Canada



**John Sigler**  
Professeur de sciences politiques, Université Carleton, Ottawa; Vice-président de l'Association canadienne des Nations Unies; Ancien directeur, École Norman Patterson des Affaires internationales



**Lois Wilson**  
Co-directrice, Forum oecuménique du Canada; Présidente, World Council of Churches; Ancien modérateur de l'Église Unie du Canada



**Gerald Wright**  
Vice-président de la Fondation canadienne Donner; Président du Conseil Atlantique du Canada; Consultant auprès de la Max Bell Foundation; Membre du Conseil d'administration du Hillfield Strathallan College

---



## LA CRÉATION DE L'INSTITUT

« Pour assainir le climat entre les nations, il faut des connaissances, de l'imagination et la volonté ferme de trouver des solutions. Conscient de l'inquiétude des Canadiens face aux tensions internationales actuelles, le gouvernement créera un centre financé par les deniers publics qui aura pour mission de recueillir, de classer et d'analyser l'énorme quantité de données actuellement disponibles sur les questions de défense et de contrôle des armements. Toute idée ou solution nouvelle, quelle que soit sa provenance, sera accueillie et diffusée. »

Discours du trône  
7 Décembre 1983

Cette citation du discours du trône qui a inauguré la deuxième session de la 32<sup>e</sup> législature du Canada rend compte des origines de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales.

Suite au discours du trône, le Premier Ministre a consulté les Chefs des Partis d'opposition au cours du printemps 1984, relativement à la nature et aux fonctions de l'Institut. Ces échanges leur ont permis de s'entendre sur la majorité des points et à la mi-avril, le projet de loi a été soumis à la Chambre des communes. Le Comité permanent sur les Affaires extérieures et la Défense nationale s'est penché sur le projet de loi au cours des mois de mai et juin et a présenté son rapport à la Chambre le 26 juin, après avoir entendu plus de 40 témoins. D'après la correspondance reçue par le Comité et les témoignages entendus au cours de ces audiences, il semble que la population était en général favorable à ce que l'Institut proposé soit indépendant et objectif dans son approche.

Deux mesures précises ont été prises pour assurer l'indépendance de l'Institut. Tout d'abord, on a précisé que les membres de l'Institut seraient nommés parmi des personnes proposées par un large éventail d'organismes non-gouvernementaux (énumérés dans une liste présentée en annexe de la loi) « après consultation par le ministre (désigné), du chef de l'Opposition à la Chambre des communes et des Chefs des autres partis reconnus à la Chambre des communes . . . » Deuxièmement, la loi comporte une disposition spéciale relative au financement de l'Institut. Il s'ensuit que le Ministre des Finances verse directement à l'Institut chaque année des crédits provenant du Fonds du revenu consolidé, dont le montant doit passer de 1 million et demi de dollars au cours de l'exercice 1984-85 à 5 millions de dollars au cours de l'exercice 1988-89. Au cours de chaque exercice ultérieur, l'Institut recevra 5 millions de dollars « ou toute somme supérieure qui peut être affectée par le Parlement ».

Le 28 juin 1984, le Projet de Loi C-32, Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, a été adopté à l'unanimité par la Chambre des communes qui charge l'Institut de la mission suivante:

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales d'un point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, de désarmement, de défense et de solution des conflits, ainsi que:

- a) de stimuler, subventionner et poursuivre des recherches en matière de paix et de sécurité mondiales;
- b) de stimuler les travaux de haut niveau en matière de paix et de sécurité mondiales;
- c) de faire des études et proposer des idées et politiques pour le progrès de la paix et de la sécurité mondiales;
- d) de recueillir et diffuser des informations et encourager des débats publics sur les questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales.

La loi est officiellement entrée en vigueur le 15 août 1984 et le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures a été désigné Ministre responsable de l'Institut, aux fins de la loi. Le même jour ont été nommés quatorze des dix-sept membres du conseil d'administration de l'Institut.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1984, le conseil d'administration a élu comme président M. William H. Barton. Le 8 décembre 1984, le conseil a recommandé au gouvernement qui l'a acceptée la nomination de M. Geoffrey A.H. Pearson, ancien ambassadeur en URSS, comme membre du conseil d'administration et au poste de premier administrateur délégué. M. Pearson est entré en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 1985. Les deux sièges vacants du conseil seront probablement occupés par des membres choisis parmi des ressortissants de pays étrangers.

Le conseil d'administration s'est réuni à sept reprises entre le mois d'octobre 1984 et le 31 mars 1985 et a constitué des comités chargés de collaborer avec l'Administrateur délégué afin de mettre sur pied des programmes qui répondent à la mission de l'Institut.

## LA CRÉATION DES PROGRAMMES

### Le personnel et les locaux

À la fin du mois de mars 1985, le personnel de l'Institut comptait huit membres; il en comptera environ une vingtaine vers la fin du premier semestre. Au personnel de base viendront se joindre des étudiants, des membres associés provenant de diverses professions, et des chercheurs universitaires, ainsi que des collaborateurs engagés sous contrat à court terme. On a choisi, au départ, de mettre en place un personnel de base et de faire appel à un personnel « alternant » afin de doter l'Institut de sa propre base de compétences tout en encourageant un brassage d'idées et d'expériences.

À la fin de l'exercice, l'Institut n'avait toujours pas d'adresse définitive après avoir emménagé pour la deuxième fois dans des locaux temporaires au centre-ville d'Ottawa. Le 1<sup>er</sup> mai 1985, l'Institut a emménagé dans ses locaux permanents installés dans une maison historique, au 307 de la rue Gilmour à Ottawa. Ces locaux témoignent bien du caractère et des fonctions uniques de l'Institut.

### Définition des programmes

Les fonctions de l'Institut sont étroitement liées les unes aux autres. La recherche est surtout utile quand elle parvient à déboucher sur les domaines de l'éducation et de la politique. La collecte et la diffusion d'informations sont de peu d'utilité si elles ne prennent pas appui sur une recherche objective et compétente. Pour les mêmes raisons, l'étude des idées et des politiques nouvelles est stérile si elle ne peut s'inspirer de recherches plus approfondies. C'est pourquoi, l'Institut travaille à la mise au point de trois programmes particuliers et interdépendants consacrés respectivement à la recherche, aux affaires publiques et aux systèmes d'information.

### Le programme de recherche

De par la loi, il incombe à l'Institut

« de stimuler, subventionner et poursuivre des recherches en matière de paix et de sécurité mondiales. »

Le programme de recherche a été conçu de manière à permettre la mise en œuvre de premiers projets de recherche tandis que le personnel élabore une structure de recherche à long terme. Les premiers projets porteront sur des sujets tels que la réponse du Canada à l'Initiative de défense stratégique, le renouvellement prochain de l'accord NORAD et la signification et le contenu de la notion de « éducation à la paix » au Canada et à l'étranger. L'Institut publiera une série de cahiers qui seront produits soit par le personnel de l'Institut lui-même, soit par des chercheurs compétents, engagés sous contrat. Ces cahiers seront des monographies d'environ 20 000 mots destinées aux spécialistes de divers domaines.

À plus long terme, le programme de recherche de l'Institut sera fonction de décisions à venir relativement à une publication annuelle et au choix des thèmes. Par exemple, le programme de recherche pour 1985-86 s'intéresse aux réactions du Canada et des pays alliés aux différentes doctrines de dissuasion. Une grande conférence doit avoir lieu sur ce sujet au mois d'octobre 1985. Par la suite, la recherche portera sur d'autres thèmes et s'étendra sur une période pouvant durer de deux à trois ans. En plus de ces activités à long terme, le personnel de recherche produira des exposés et des bulletins et se chargera de répondre aux demandes du public.

L'Institut administre également un programme de subventions à la recherche. Au cours de la première année, l'Institut a l'intention d'accepter un certain nombre de demandes de financement. À plus long terme, cependant, l'Institut cherchera à conjuguer son programme de subventions avec les recherches internes de l'Institut tout en accordant son appui aux institutions canadiennes qui œuvrent dans le domaine de la paix et de la sécurité mondiales.

### **Les programmes destinés au public**

La loi donne pour mission à l'Institut de

« diffuser des informations et encourager des débats publics sur les questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales. »

L'Institut a procédé à des consultations au Canada afin de définir quelles devraient être l'orientation et la portée à donner à ceux de ses programmes qui sont destinés au public. Il a commencé à mettre des fonds à la disposition des organismes non gouvernementaux et des particuliers s'intéressant aux questions qui relèvent du mandat de l'Institut. À l'avenir, l'Institut accordera également son appui aux auteurs de propositions allant dans le même sens que ses projets de recherche, afin que les programmes de recherche et les programmes destinés au public contribuent conjointement à éveiller dans la population un intérêt pour les questions de paix et de sécurité. Au cours des mois à venir, l'Institut mettra au point les critères détaillés et les méthodes d'application de ces deux programmes.

L'Institut encouragera les débats publics au Canada par l'entremise d'un programme de publication destiné à faire mieux connaître et comprendre par le grand public les questions relatives à la paix et à la sécurité. L'Institut publiera une série de brefs articles de vulgarisation qui contiendront des informations de base sur certains sujets particuliers, ainsi qu'un bulletin qui informera la population canadienne des événements récents et en fera l'analyse. L'Institut organisera des conférences, des colloques et des ateliers afin de provoquer des échanges d'idées, augmenter les connaissances et diffuser les informations dans le grand public.

### **Les systèmes d'information**

La loi donne à l'Institut la capacité de

« constituer . . . une bibliothèque et des centres . . . de données en vue de recherches et d'autres activités relatives à sa mission et coopérer avec toutes les bibliothèques et tous les établissements du genre déjà en place. »

L'Institut a entamé une collection d'ouvrages, de journaux et de documents dans le but de mettre sur pied un petit centre de documentation interne. Il a énormément bénéficié des grandes compétences que l'on trouve dans les bibliothèques et établissements du gouvernement de la région de la capitale nationale. L'Institut entreprendra une enquête afin de déterminer les besoins et les capacités des bibliothèques et des établissements spécialisés du pays. Les résultats de cette enquête permettront à l'Institut de faire le meilleur usage possible de ses ressources d'information.

À long terme, l'Institut étudiera éventuellement la possibilité de mettre au point un répertoire reconnu à l'échelle internationale des termes utilisés en matière de paix et de sécurité. Ce répertoire facilitera la création d'une base de données électronique dont le rôle sera de répondre rapidement aux besoins en matière de recherches et d'informations utiles au Canada et, par la suite, à d'autres pays. Il permettra peut-être aussi de s'assurer la collaboration des organismes internationaux qui œuvrent dans le domaine de la paix et de la sécurité.

### **La mise en œuvre du mandat**

Au cours des mois à venir, l'Institut continuera de travailler à mettre en pratique son mandat et à définir la structure et l'orientation de ses programmes. Bien qu'il souhaite rester à l'écoute des besoins et des attentes de la population, l'Institut cherchera également à définir ses plans et priorités propres.

Le but de l'Institut est de devenir un centre de recherche, de débat et de diffusion des opinions provenant de sources très diverses, mais il ne veut pas se contenter d'être un catalyseur passif de dialogue et de compromis. Sa mission exige aussi qu'il propose des politiques et des idées, même si, en règle générale, il ne s'identifiera pas à une solution particulière aux problèmes d'actualité. L'Institut croit plutôt que c'est par la création et le maintien de normes élevées en matière de recherches et d'études consacrées à diverses idées, qu'il sera en mesure de réunir les meilleures conditions pour un débat informé.



## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

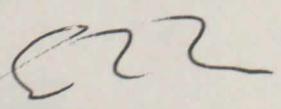
L'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales  
et  
Le très honorable Charles Joseph Clark, C.P., député  
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

J'ai vérifié le bilan de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et de l'avoir du Canada, et de l'évolution de la situation financière pour la période première de six mois terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Institut au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour la période première de six mois terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Institut dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales et aux règlements administratifs provisoires de l'Institut.

pour le Vérificateur général du Canada

  
E.R. Rowe, C.A.  
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada  
le 30 mai 1985



# INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

Bilan au 31 mars 1985

---

## ACTIF

---

Actif à court terme	
Encaisse et dépôt à terme	\$ 224,330
Bons du Trésor du Canada	1,026,247
Intérêt couru	26,147
Frais payés d'avance	<u>51,829</u>
	<u>1,328,553</u>
Immobilisations, au prix coûtant	
Mobilier et matériel de bureau	4,482
Moins: l'amortissement cumulé	<u>897</u>
	<u>3,585</u>
	<u>\$1,332,138</u>

---

## PASSIF

---

Passif à court terme	
Créditeurs et frais courus	\$ 96,183

---

## AVOIR DU CANADA

---

Avoir du Canada	<u>1,235,955</u>
	<u>\$1,332,138</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par:

---

William H. Barton  
le Président du Conseil

---

Geoffrey A.H. Pearson  
l'Administrateur  
délégué

---

# INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

## État des résultats et de l'avoir du Canada pour la période première de six mois terminée le 31 mars 1985

### DÉPENSES

Conseil d'administration	\$ 132,704
Administration	108,049
Direction	33,276
Recherche	28,484
Programmes publics	14,200
Systèmes d'information de gestion	<u>9,509</u>
	326,222

### REVENU

Intérêt créditeur	<u>62,177</u>
Coût net de l'exploitation	264,045
Crédit parlementaire	<u>1,500,000</u>
Excédent du crédit parlementaire sur le coût net de l'exploitation, qui représente l'avoir du Canada à la fin de la période	<u>\$1,235,955</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

---

# INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

## État de l'évolution de la situation financière pour la période première de six mois terminée le 31 mars 1985

### PROVENANCE DES FONDS

Exploitation

Excédent du crédit parlementaire  
sur le coût net de l'exploitation \$1,235,955

Élément n'exigeant pas de sortie de fonds  
Amortissement 897

Fonds provenant de l'exploitation 1,236,852

Augmentation des crédateurs  
et frais courus 96,183

1,333,035

### UTILISATION DES FONDS

Augmentation de l'intérêt couru 26,147

Augmentation des frais payés d'avance 51,829

Acquisition de mobilier et de  
matériel de bureau 4,482

82,458

Augmentation de l'encaisse et des  
quasi-espèces au cours de la période  
et solde à la fin de la période \$1,250,577

Le solde renferme du comptant, des dépôts à terme et des bons  
du Trésor.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

---

**INSTITUT CANADIEN  
POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES**

**Notes afférentes aux états financiers  
du 31 mars 1985**

**1. Pouvoirs et exploitation**

L'Institut a été constitué en juin 1984 sous l'empire de la Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales et il a commencé son exploitation le 1<sup>er</sup> octobre 1984. L'Institut est une société d'État nommée à la Partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales d'un point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, de désarmement, de défense et de solution des conflits, ainsi que :

- a) de stimuler, subventionner et poursuivre des recherches en matière de paix et de sécurité mondiales;
- b) de stimuler les travaux de haut niveau en matière de paix et de sécurité mondiales;
- c) de faire des études et proposer des idées et des politiques pour le progrès de la paix et de la sécurité mondiales;
- d) de recueillir et diffuser des informations et encourager des débats publics sur les questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales.

Lors de sa période première de six mois l'Institut a surtout fait converger ses efforts sur l'établissement dans l'ensemble de son administration.

**2. Conventions comptables importantes**

Immobilisations

Le mobilier et le matériel de bureau sont comptabilisés au prix coûtant et ils sont amortis selon la méthode linéaire à un taux annuel de 20%.

Régime de pensions de retraite

Les employés participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique lequel est administré par le gouvernement du Canada. Les contributions de l'Institut sont égales aux cotisations versées par ses employés à l'égard du service courant. Ces contributions représentent la dette totale de l'Institut au titre du Régime de pensions de retraite et elles sont enregistrées en tant que dépenses encourues au cours de la période où sont rendus les services des employés.

Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est porté aux comptes lorsqu'il est reçu.

**3. Engagement**

Après la fin de l'exercice, l'Institut a conclu un bail de cinq ans pour la location de bureaux. L'Institut peut renouveler ce bail pour une période supplémentaire de cinq ans. Le loyer annuel minimum pour les cinq exercices prochains s'élève à \$120,000.

CA1  
EA720  
A55  
1984/85  
DOCS

# First Annual Report

CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY

1984-85

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

NOV 7 1985

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

Order from:  
P.O. Box 3425  
Station 'D'  
Ottawa, Ontario  
K1P 6L4

© Minister of Supply and Services Canada 1985  
Cat. No. CC291-1/1985  
ISBN 0-662-53902-8

## TABLE OF CONTENTS

Letter of Transmittal	01
Members of the Institute's Board of Directors	03
Creation of the Institute	07
The Establishment of Programmes	08
Auditor General's Report	11



CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY  
INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITE MONDIALES

31 July 1985

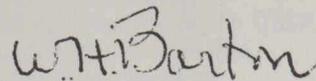
The Right Honourable Joe Clark, P.C., M.P.,  
Secretary of State for External Affairs  
Ottawa, Ontario

Dear Mr. Clark,

I have the honour of presenting the first Annual Report of the Canadian Institute for International Peace and Security for the fiscal year ending 31 March 1985.

Also included is the report of the Auditor General on the accounts and financial statements of the Corporation.

Yours sincerely,



William H. Barton  
Chairman

P.O. Box 3425  
Station 'D'  
Ottawa, Canada K1P 6L4

Tel.: (613) 990-1593

C.P. 3425  
Succursale 'D'  
Ottawa, Canada K1P 6L4

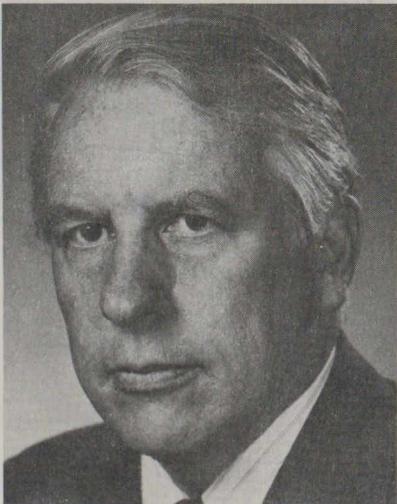


**Members of the Board of the Canadian Institute for International Peace and Security**

---



**William H. Barton**  
Chairman of the Board,  
Canadian Institute for  
International Peace and  
Security; Director,  
United Nations  
Association in Canada;  
Member, Refugee Status  
Advisory Committee;  
Chairman of the Board  
of Trustees, United  
Nations Institute for  
Training and Research



**Geoffrey A.H. Pearson**  
Executive Director,  
Canadian Institute for  
International Peace and Security;  
Former Canadian Ambassador to the USSR;  
Former Adviser on Arms Control and  
Disarmament in the Department of  
External Affairs

## Members of the Board of the Canadian Institute for International Peace and Security



**Norman Alcock**  
President, World  
Federalists of Canada,  
Founder of the Canadian  
Peace Research Institute



**George Bell**  
President, Canadian  
Institute of Strategic  
Studies; Vice-  
President, External  
Relations and  
University Develop-  
ment, York Univer-  
sity; Former  
Brigadier-General,  
Canadian Armed  
Forces



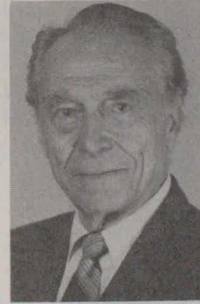
**W. Harriet Critchley**  
Associate Professor of  
Political Science and,  
Program Director for the  
Strategic Studies and  
Northern Political Studies  
programs, University of  
Calgary; Member, Executive  
Committee, Canadian  
Military Colleges Advisory  
Board; Member, Board of  
Directors, Atlantic Council of  
Canada



**Paul Desmarais**  
Chairman and Chief  
Executive Officer,  
Power Corporation  
of Canada



**Gwynne Dyer**  
Syndicated columnist;  
International Affairs  
Journalist and Military  
Historian



**William Epstein**  
Senior Special  
Fellow, United  
Nations Institute for  
Training and  
Research; Chairman,  
Canadian Pugwash  
Group; Former  
Director, United Na-  
tions Disarmament  
Division



**Margaret Fulton**  
President, Mount  
St. Vincent  
University, Halifax,  
Director, North/South  
Institute; Former  
Chairperson, Federal  
Task Force on Micro-  
Electronics and  
Employment

## Members of the Board of the Canadian Institute for International Peace and Security



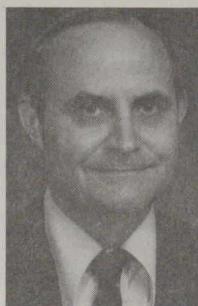
**Albert Legault**  
Professor of Political  
Science, Laval  
University; Former  
Director General,  
Centre québécois de  
relations  
internationales



**Joanna Miller**  
Director, Project  
Ploughshares;  
Director, the Gladys  
and Merrill Muttart  
Foundation; Former  
President, UNICEF  
Canada



**Dennis McDermott**  
President, Canadian  
Labour Congress



**John Sigler**  
Professor of Political  
Science, Carleton  
University, Ottawa;  
Vice-President,  
United Nations  
Association in  
Canada; Former  
Director, Norman  
Paterson School of  
International Affairs



**Lois Wilson**  
Co-Director,  
Ecumenical Forum of  
Canada; President, World  
Council of Churches;  
Former Moderator of the  
United Church of Canada



**Gerald Wright**  
Vice-President,  
Donner Canadian  
Foundation;  
President, the  
Atlantic Council of  
Canada; Consultant  
Max Bell Foundation;  
Member, Board of  
Governors, Hillfield  
Strathallan College

---



## THE CREATION OF THE INSTITUTE

. . . Improving the climate among nations requires knowledge, creativity, and a determination to find solutions. Reflecting Canada's concern about current international tensions, the Government will create a publicly funded centre to gather, collate and digest the enormous volume of information now available on defence and arms control issues. Fresh ideas and new proposals, regardless of source, will be studied and promoted.

Speech from the Throne  
7 December 1983

These words, taken from the Speech from the Throne opening the Second Session of the Thirty-Second Parliament of Canada, explain the origins of the Canadian Institute for International Peace and Security.

Following the Throne Speech, in the Spring of 1984, the Prime Minister and the Leaders of the Opposition parties exchanged correspondence about the nature and functions of the Institute. A large measure of agreement was achieved through this exchange and in mid-April legislation was introduced in the House of Commons. The Standing Committee on External Affairs and National Defence examined the Bill during May and June and submitted its report to the House on 26 June, after hearing more than forty witnesses. In the correspondence and throughout the Committee proceedings, there was general acceptance of the principle that the proposed Institute should be independent and objective in its approach.

Two specific measures were undertaken to ensure the Institute's independence. It was provided that the Directors of the Institute be appointed from among nominees suggested by a wide range of non-governmental organizations (listed in a schedule attached to the Act) "after consultation by the (designated) Minister with the Leader of the Opposition in the House of Commons and the Leader of every other recognized party in the House of Commons . . ." Second, specific provision was made in the legislation for the funding of the Institute. As a result, the Minister of Finance directly pays to the Institute an annual appropriation out of the Consolidated Revenue Fund, beginning with \$1.5 million for fiscal year 1984/85 and rising to \$5 million in 1988/89. In each fiscal year thereafter, the Institute is to be paid \$5 million "or such greater amount as may be appropriated by Parliament."

On 28 June 1984, Bill C-32, an act to establish the Canadian Institute for International Peace and Security was adopted unanimously by the House of Commons with the following mandate:

The purpose of the Institute is to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective, with particular emphasis on arms control, disarmament, defence and conflict resolution, and to

- a) foster, fund and conduct research on matters relating to international peace and security;
- b) promote scholarship in matters relating to international peace and security;
- c) study and propose ideas and policies for the enhancement of international peace and security; and
- d) collect and disseminate information on, and encourage public discussion of, issues of international peace and security.

On 15 August 1984 the legislation officially came into force and the Secretary of State for External Affairs was designated as the Institute's Minister for purposes of the Act. On the same day, fourteen persons were appointed to the Institute's eventual seventeen member Board.

On 1 October 1984, the Board of Directors elected William H. Barton as Chairman. On 8 December 1984, the Board recommended and the Government approved, the appointment of Geoffrey A. H. Pearson, former Canadian Ambassador to the USSR, as a member of the Board and the first Executive Director of the Institute. He assumed his duties on 1 January 1985. The remaining two vacancies on the Board are likely to be filled by nominees from other countries.

The Board of Directors met seven times from October 1984 to 31 March 1985. Committees of the Board have been established to work with the Executive Director to translate the mandate of the Institute into specific programmes.

## **ESTABLISHMENT OF PROGRAMMES**

### **Staffing and Premises**

The Institute had a staff of eight at the end of March 1985; this number will increase to about twenty by mid-year. The core staff will be supplemented by student interns, professional and post-doctoral fellows and short-term contract employees. This initial approach of "revolving" and "core" staffing is intended to allow for the development of a body of in-house expertise, and simultaneously, encourage exposure to a wide variety of ideas and experience.

At fiscal year end, the Institute was in its second set of temporary quarters in an office tower in downtown Ottawa. On 1 May 1985 the Institute moved to its permanent location in a heritage house at 307 Gilmour Street in Ottawa, quarters which reflect well the unique character and functions of the Institute.

### **Programme Definition**

The functions of the Institute are closely related. Research is most valuable when it finds its way into education and public policy. The gathering and dissemination of information is of little use unless it is based on objective and qualified research. So too the study of new ideas and policies is likely to be abortive without the application of larger scholarly resources. As a result, the Institute is concentrating upon developing three specific and inter-related programmes in research, public affairs and information systems.

### **Research Programme**

The Act mandates the Institute

to foster, fund and conduct research on matters relating to international peace and security.

The research programme has been designed to allow some initial research projects to begin while the staff develops a long-term research design. The initial projects will deal with such topical subjects as the Canadian response to the Strategic Defence Initiative, the prospective renewal of NORAD, and the meaning and content of "Peace Education" in Canada and in other countries. The Institute will undertake an Occasional Paper series which will be produced either by the Institute staff or on contract with suitably qualified researchers. The Occasional Papers will be monographs of approximately 20,000 words intended for specialists in the field.

For the longer term, the research programme of the Institute will depend on decisions to be taken about an annual publication and the choice of themes. For example, in 1985-86 the research programme is concentrating on Canadian and Allied responses to doctrines of deterrence. In October 1985 a major conference on this subject will be held. Thereafter, themes will focus the research work for periods of perhaps two or three years. In addition to these longer-term activities, the research staff will support the production of background papers, newsletters and responses to inquiries from the public.

The Institute also administers a research grant programme. In the first year, the Institute intends to respond positively to a variety of proposals for funding. Over the longer term, however, the Institute will seek to develop a granting strategy that complements the internal research of the Institute while strengthening the Canadian institutions operating in the field of international peace and security.

### **Public Programmes**

The legislation instructs the Institute to

disseminate information on, and encourage public discussion of, issues of international peace and security.

The Institute has sought the views of Canadians on the direction and scope of its public programmes, and has begun to make funds available to non-governmental organizations and individuals concerned with issues within the Institute's mandate. In the future it will also encourage applicants whose proposals relate to the research interests of the Institute so that the research and public programmes will be mutually supportive in developing public knowledge of peace and security issues. Over the coming months detailed criteria and application procedures will be developed for both programmes.

The Institute will encourage debate in Canada through a publishing programme designed to increase public knowledge and understanding of peace and security issues. A series of short papers written for the non-expert, interested public will provide background information on specific topics, and a newsletter will bring Canadians up-to-date on recent events and provide some analysis of them. Conferences, seminars and workshops will bring people together with a view to exchanging ideas, expanding knowledge, and disseminating the results widely.

### **Information Systems**

The Act empowers the Institute to

establish . . . a library and . . . data centre . . . for research and other activities relevant to its purpose and cooperate with all such existing libraries and facilities.

The Institute has started to build a collection of books, journals and materials which will eventually comprise a small in-house resource centre. It has greatly benefitted from the wealth of expertise which exists in the libraries and government institutions in the National Capital Region. A survey to assess the needs and capabilities of libraries and specialized institutes across the country will be undertaken. The results will help the Institute make the most effective use of its information resources.

Over the longer term, the Institute may consider developing an internationally accepted index of terms on peace and security. Such an index would facilitate the creation of an electronic data base designed to respond promptly to both research and educational needs in Canada and, ultimately, in other countries. It might also offer an opportunity for continuing cooperation with international institutions in the field of peace and security.

### **The Translation of Mandate Into Programmes**

The process of converting the Institute's mandate into concrete programmes and giving these shape and direction will continue over the coming months. While remaining responsive to public demands and expectations it will also begin to set its own agenda and priorities.

The Institute's goal is to establish a reputation as a centre for research and for the discussion and dissemination of views from a wide spectrum of sources, but it cannot simply be a passive facilitator of dialogue and compromise. Its mandate also requires it to "propose" policies and ideas, although it will not as a rule advocate single solutions to current issues. Rather it is hoped that the creation and maintenance of high standards of investigation and the exploration of a variety of ideas can provide the best basis for informed debate.





AUDITOR'S REPORT

To the Canadian Institute for International Peace and Security  
and  
To the Right Honourable Charles Joseph Clark, P.C., M.P.  
Secretary of State for External Affairs

I have examined the balance sheet of the Canadian Institute for International Peace and Security as at March 31, 1985 and the statements of operations and equity of Canada, and changes in financial position for the initial six-month period then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Institute as at March 31, 1985 and the results of its operations and the changes in its financial position for the initial six-month period then ended in accordance with generally accepted accounting principles consistently applied.

Further, in my opinion, the transactions of the Institute that have come to my notice during my examination of the financial statements have, in all significant respects, been in accordance with the Financial Administration Act and regulations, the Canadian Institute for Peace and Security Act and the provisional by-laws of the Institute.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'ER Rowe'.

E.R. Rowe, C.A.  
Deputy Auditor General  
for the Auditor General of Canada

Ottawa, Canada  
May 30, 1985



# CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY

Balance Sheet as at March 31, 1985

---

## ASSETS

---

### Current

Cash and term deposit	\$ 224,330
Canada treasury bills	1,026,247
Accrued interest	26,147
Prepaid expenses	<u>51,829</u>
	<u>1,328,553</u>

### Fixed assets, at cost

Office furniture and equipment	4,482
Less: accumulated depreciation	<u>897</u>
	<u>3,585</u>
	<u>\$1,332,138</u>

---

## LIABILITIES

---

### Current liabilities

Accounts payable and accrued liabilities	\$ 96,183
--	-----------

---

## EQUITY OF CANADA

---

Equity of Canada	<u>1,235,955</u>
	<u>\$1,332,138</u>

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

Approved by:

---

William H. Barton  
Chairman of the Board

---

Geoffrey A.H. Pearson  
Executive Director

---

**CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY**

**Statement of Operations and Equity of Canada  
for the initial six-month period ended March 31, 1985**

**EXPENSES**

Board of Directors	\$ 132,704
Administration	108,049
Executive	33,276
Research	28,484
Public Programs	14,200
Information Systems	<u>9,509</u>
	326,222

**REVENUE**

Interest Income	<u>62,177</u>
Net cost of operations	264,045
Parliamentary appropriation	<u>1,500,000</u>

Excess of parliamentary appropriation over net cost of operations, which represents equity of Canada at end of the period	<u>\$1,235,955</u>
---	--------------------

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

---

CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY

Statement of Changes in Financial Position  
for the initial six-month period ended March 31, 1985

**SOURCES OF FUNDS**

Operations	
Excess of parliamentary appropriation over net cost of operations	\$1,235,955
Item not requiring an outlay of funds	
Depreciation	<u>897</u>
Funds provided by operations	1,236,852
Increase in accounts payable and accrued liabilities	<u>96,183</u>
	1,333,035

**USE OF FUNDS**

Increase in accrued interest	26,147
Increase in prepaid expenses	51,829
Acquisition of office furniture and equipment	<u>4,482</u>
	<u>82,458</u>
Increase in cash and cash equivalents during the period and balance at end of period	<u>\$1,250,577</u>

The balance includes cash, term deposits and Treasury Bills

The accompanying notes form an integral part of the financial statements.

**CANADIAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL  
PEACE AND SECURITY**

**Notes to Financial Statements  
March 31, 1985**

**1. Authority and operations**

The Institute was established in June 1984 under the Canadian Institute for International Peace and Security Act and commenced operations on October 1, 1984. It is a Crown corporation named in Part I of Schedule C of the Financial Administration Act.

The purpose of the Institute is to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective with particular emphasis on arms control, disarmament, defence and conflict resolution, and to:

- (a) foster, fund and conduct research on matters relating to international peace and security;
- (b) promote scholarship in matters relating to international peace and security;
- (c) study and propose ideas and policies for the enhancement of international peace and security; and
- (d) collect and disseminate information on, and encourage public discussion of, issues of international peace and security.

In its initial six-month period the Institute has primarily focused on the establishment of its overall administration.

**2. Significant accounting policies**

Fixed assets

Office furniture and equipment are recorded at cost and are depreciated on the straight-line basis at an annual rate of 20%.

Pension plan

Employees participate in the Public Service Superannuation Plan which is administered by the Government of Canada. The Institute's contributions are equal to the contributions paid by its employees in respect of current services. These contributions represent the total liability of the Institute in respect of the pension plan and are recorded as expenses in the same period as the employees' services are rendered.

Parliamentary appropriation

Parliamentary appropriation is recorded in the accounts when received.

**3. Commitment**

Subsequent to year end, the Institute entered into a five-year lease agreement for the rental of office premises. The Institute can renew the lease agreement for an additional five-year period. The minimum annual rent for the next five years is \$120,000.